

Doctrines

Législation Communautaire

Bourse et marchés financiers

- (058514) Régime de l'information privilégiée et du différé de publication, MULLER Anne-Catherine (Revue de droit bancaire et financier, 01/03/17, n°2)
- (058513) Prestataires de services d'investissement - Distribution de CFDs et autres produits spéculatifs aux particuliers, BONNEAU Thierry (Revue de droit bancaire et financier, 01/03/17, n°2)

Civil

- (058447) Le patrimoine des couples internationaux dans l'espace judiciaire européen - Les règlements européens du 24 juin 2016 relatifs aux régimes matrimoniaux et aux effets patrimoniaux des partenariats enregistrés, BARRIERE BROUSSE Isabelle (Journal du droit international, 01/04/17, n°2)

Législation Nationale

Banque

- (058544) Chronique : régulation bancaire, MATHEY Nicolas (Revue de droit bancaire et financier, 01/03/17, n°2)
- (058541) L'apport des FinTechs au droit bancaire (2e partie), (Revue de droit bancaire et financier, 01/03/17, n°2)
- (058455) La vente par le particulier surendetté : une nécessaire autorisation, CAZAJUS Myriam (Petites Affiches, 21/04/17, n°80, p.6-11)

- (058289) Chronique de droit pénal bancaire, LASSERRE CAPDEVILLE Jérôme (Banque et droit, 01/03/17, n°172, p.83-85)

Bourse et marchés financiers

- (058510) Plan d'épargne en actions : l'exclusion des titres « acquis à soi-même » ou auprès des proches, DEBAT Olivier (Revue de droit bancaire et financier, 01/03/17, n°2)

Civil

- (058503) La clause de rétroactivité de la condition suspensive, LUCAS-PUGET Anne-Sophie (Contrats - concurrence - consommation, 01/04/17, n°4)

Garantie

- (058505) Pratique contractuelle. Nantissement de noms de domaine, DREYFUS Athalie (Communication - commerce électronique, 01/04/17, n°4)
- (058494) L'articulation de la proportionnalité en droit du cautionnement, JUREDIEU Franck (Revue Lamy Droit civil, 01/05/17, n°148, p.19)

Pénal

- (058318) Sapin II : is the era of compliance and criminal settlements upon France?, SEVE Margot (Revue trimestrielle de droit financier, 01/03/17, n°1, p.130-135)

Sociétés et autres groupements

- (058498) Le droit de veto dans les sociétés, RAKOTOVAHINY Marie (Revue des sociétés, 01/05/17, n°5, p.277-281)
- (058417) Le devoir de vigilance des sociétés mères et entreprises donneuses d'ordre : était-ce bien raisonnable ?, MALECKI Catherine (Bulletin Joly Sociétés, 01/05/17, n°5)

Législation Communautaire

Banque

- **(058512) Contrat de garantie financière. Contrat de compte courant prévoyant une clause de nantissement financier. Frais de tenue de compte**

Le nantissement des fonds déposés dans un compte bancaire relève du régime de la directive du 6 juin 2002 si les fonds ne peuvent pas être utilisés par le titulaire du compte et ont été versés sur le compte avant l'ouverture de la procédure collective du débiteur ou à la date de celle-ci, la banque ignorant cette ouverture. (CJUE - 10/11/16 : Revue de droit bancaire et financier 2017, n°2, p.82 - note de BONNEAU Thierry)

Législation Nationale

Assurances

- **(058518) Vérifications lors du rachat d'un contrat d'assurance-vie**

Le banquier réceptionnaire des sommes provenant du rachat d'un contrat d'assurance-vie doit vérifier le nom du bénéficiaire et non pas se borner à un traitement automatique sur son seul numéro de compte. (Cass.Com - 02/11/16 - 15-12325 : Revue de droit bancaire et financier 2017, n°2, p.65 - note de DJOUDI Jamel)

Banque

- **(058531) Les clauses indexant le montant du prêt sur le franc suisse sont-elles abusives et doivent-elles faire l'objet d'une mise en garde ?**

Les juges doivent rechercher d'office si les clauses indexant le montant du prêt sur le franc suisse mettent exclusivement à la charge des emprunteurs le risque de change et si, par conséquent, ces clauses n'ont pas pour objet ou pour effet de créer un déséquilibre significatif entre les droits et obligations des parties au contrat au détriment du consommateur. Ils doivent également rechercher si, en raison de ce type de clauses, il n'existe pas un risque d'endettement excessif né lors de l'octroi du prêt, au regard des capacités financières de l'emprunteur, justifiant sa mise en garde par la banque. (Cass.Civ. - 29/03/17 - 16-13050 : J.C.P. G. 2017, n°19-20 - note de BONNEAU Thierry)

- **(058521) Taux d'intérêt variable, taux négatif, obligation de restitution de l'emprunteur et marge commerciale de la banque : les termes du débat judiciaire se précisent**

Les premiers juges ont retenu que la nature des obligations de l'emprunteur, de restituer le capital prêté, s'opposait à ce que le banquier prêteur devienne débiteur de l'emprunteur et renvoient à l'interprétation de la convention le soin de déterminer si les parties avaient convenu de préserver la marge de la banque. (T.G.I - Thonon-les-Bains - 30/11/16 : Revue de droit bancaire et financier 2017, n°2, p.43 - note de SAMIN Thierry, STORCK Michel)

- **(058507) La preuve de la négligence de l'utilisateur d'un service de paiement incombe à la banque**

La preuve du caractère intentionnel, par imprudence ou par négligence grave d'un utilisateur d'un service de paiement doit être rapportée par le prestataire du service de paiement (la banque) qui l'invoque, et ne peut se déduire du seul accomplissement des opérations litigieuses avec ses éléments d'identification personnels, et ce quand bien même un hameçonnage serait mentionné. (Cass.Com - 18/01/17 - 15-18102 : Communication - commerce électronique 2017, n°4 - note de CAPRIOLI Eric A.)

- **(058496) Contrat de prêt de somme d'argent : l'intérêt négatif en débat**

La cour d'appel de Colmar a admis, par un arrêt du 8 mars 2017, l'application d'un taux d'intérêt variable alors même que, descendu au-dessous de zéro, il imposait au prêteur de verser des fonds à l'emprunteur. Or, en l'état de nos concepts, il ne semble pas possible qu'un contrat de prêt produise des intérêts négatifs même par le jeu régulier d'une clause d'indexation : cela tient à la nature juridique de l'intérêt dans notre système juridique. (Cour d'appel - Colmar - 08/03/17 : Dalloz 2017, n°17, p.965 - note de GHOZI Alain)

Bourse et marchés financiers

- **(058540) Travail à distance dans la gestion collective**

Le travail à distance d'un gérant financier d'une société de gestion de portefeuille est une modalité d'exercice, porteuse de risques en termes de gestion des conflits d'intérêts, de confidentialité ou encore de contrôle de l'activité, qui nécessite un encadrement spécifique, notamment en ce qui concerne les moyens mis à disposition, afin d'assurer la traçabilité de l'activité et le contrôle des risques et de la conformité. (Commission des sanctions de l'AMF - 22/02/17 : Revue de droit bancaire et financier 2017, n°2, p.76 - note de RIASSETTO Isabelle)

Garantie

- **(058548) Chronique : cautionnement**

Mention manuscrite ; cautionnement et proportionnalité ; caution avertie ; proportionnalité ; appréciation de la proportionnalité ; garantie autonome : cautionnement (Cass.Civ. - 18/01/17 - 14-26604 ; Cass.Civ. - 25/01/17 - 15-28058 ; Cass.Com - 31/01/17 - 15-15890 ; Cass.Civ. - 24/01/17 - 14-27185 ; Cass.Com - 18/01/17 - 15-12723 ; Cass.Com - 22/02/17 - 15-14915 ; Cass.Com - 31/01/17 - 14-29474 ; Cass.Com - 02/11/16 - 16-10363 ; Cass.Com - 31/01/17 - 15-19158 : Revue de droit bancaire et financier 2017, n°2, p.59 - note de LEGEAIS Dominique)

Pénal

- **(058461) Abus de confiance : le compte est bon**

N'est pas précaire la remise faite au titre d'un « compte courant participatif ». (Cass.Crim - 22/02/17 - 15-85799 : Gazette du Palais 2017, n°16, p.50 - note de DETRAZ Alexandre)

Procédures collectives

- **(058463) L'avertissement du créancier muni d'une sûreté publiée doit être conforme aux consignes réglementaires**

« Ayant relevé que l'avertissement ne reproduisait pas, contrairement aux prescriptions de l'article R. 622-21 du Code de commerce, les dispositions de l'article R. 621-19 du même code, l'arrêt retient exactement que cet avertissement, insuffisant à informer le créancier de tous ses droits et obligations, n'a pas fait courir le délai de déclaration de la créance ». (Cass.Com - 22/03/17 - 15-10317 : Actualité des procédures collectives civiles et commerciales 2017, n°8 - note de VALLANSAN Jocelyne)

Sociétés et autres groupements

- **(058422) Obligation d'information du garant dans une garantie de passif : de l'art d'être silencieux ?**

Une cour d'appel peut décider que, faute de prévoir une sanction pour le non-respect du délai d'information des cédants, l'inexécution par le cessionnaire de son obligation d'informer les cédants, dans le délai convenu, de tout événement susceptible d'entraîner la mise en jeu de la garantie n'est pas de nature à elle seule à le priver du bénéfice de celle-ci ; elle peut seulement donner lieu à dommages-intérêts en réparation du préjudice que le retard apporté à la notification convenue a pu causer. (Cass.Com - 25/01/17 - 15-17137 : Bulletin Joly Sociétés 2017, n°5, p.284 - note de REYGROBELLET Arnaud)

- **(058421) Le mandataire ad hoc ne dessaisit pas les organes sociaux**

La nomination d'un mandataire ad hoc n'a pas pour effet de dessaisir les organes sociaux, de sorte que le gérant d'une société ultérieurement nommé par décision des associés en remplacement du gérant décédé a seul qualité pour engager la société et exercer une voie de recours. (Cass.Com - 15/03/17 - 15-12742 : Bulletin Joly Sociétés 2017, n°5, p.322 - note de PUTMAN Emmanuel)

Textes

Législation Communautaire

Banque

- (058576) Rectificatif au règlement délégué (UE) 2017/653 de la Commission du 8 mars 2017 complétant le règlement (UE) n° 1286/2014 du Parlement européen et du Conseil sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance (PRIIP) par des normes techniques de réglementation concernant la présentation, le contenu, le réexamen et la révision des documents d'informations clés et les conditions à remplir pour répondre à l'obligation de fournir ces documents (J.O.U.E. série L n°120 du 11/05/17, p.31)
- (058492) Règlement d'exécution (UE) 2017/778 de la Commission du 4 mai 2017 modifiant pour la deux cent soixante-septième fois le règlement (CE) n° 881/2002 du Conseil instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées aux organisations EIIL (Daech) et Al-Qaida (J.O.U.E. série L n°116 du 05/05/17, p.26)

Législation Internationale

Bourse et marchés financiers

- (058493) Protocole d'accord concernant la consultation, la coopération et l'échange d'informations relatives à la surveillance des entités visées par la directive AIFM entre la Financial Services Commission et le Financial Supervisory Service de Corée du Sud (FSC, Corée du Sud) et l'Autorité des marchés financiers (AMF, France) (J.O. n°106 du 05/05/17)

Législation Nationale

Assurances

- (058575) Décret n° 2017-868 du 9 mai 2017 relatif aux conditions de modification des contrats d'assurance de groupe sur la vie ou de capitalisation (J.O. n°109 du 10/05/17)
- (058489) Ordonnance n° 2017-734 du 4 mai 2017 portant modification des dispositions relatives aux organismes mutualistes (J.O. n°106 du 05/05/17)

Banque

- (058583) Décret n° 2017-896 du 9 mai 2017 relatif aux procédures de traitement des situations de surendettement des particuliers pris pour l'application de l'article 58 de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIe siècle (J.O. n°109 du 10/05/17)
- (058579) Décret n° 2017-860 du 9 mai 2017 relatif au contrôle à l'exportation, à l'importation et au transfert de biens à double usage et aux mesures restrictives prises à l'encontre de la Syrie, de l'Iran et de la Russie (J.O. n°109 du 10/05/17)
- (058577) Arrêté du 12 avril 2017 relatif aux informations statistiques sur les plans d'épargne en actions collectées par la Banque de France auprès des teneurs de compte-conservateurs (J.O. n°109 du 10/05/17)
- (058525) Arrêté du 2 mai 2017 portant application des articles L. 562-2 et suivants et L. 714-1 et suivants du code monétaire et financier (J.O. n°107 du 06/05/17)

Bourse et marchés financiers

- (058578) Arrêté du 27 avril 2017 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (J.O. n°109 du 10/05/17)
- (058571) Décret n° 2017-865 du 9 mai 2017 relatif au relèvement de sanctions prononcées par l'Autorité des marchés financiers (J.O. n°109 du 10/05/17)
- (058488) Décret n° 2017-733 du 4 mai 2017 relatif à l'approbation des règles relatives à un marché réglementé, un système multilatéral de négociation ou un système organisé de négociation (J.O. n°106 du 05/05/17)

Civil

- (058581) Décret n° 2017-890 du 6 mai 2017 relatif à l'état civil (J.O. n°109 du 10/05/17)

Concurrence

- (058523) Décret n° 2017-823 du 5 mai 2017 relatif aux recours exercés devant la cour d'appel de Paris contre les décisions de l'Autorité de la concurrence et aux recours exercés devant le premier président de la cour d'appel de Paris contre certaines décisions du rapporteur général de l'Autorité de la concurrence (J.O. n°108 du 07/05/17)

Garantie

- (058491) Ordonnance n° 2017-748 du 4 mai 2017 relative à l'agent des sûretés (J.O. n°106 du 05/05/17)

Procédure

- (058582) Décret n° 2017-892 du 6 mai 2017 portant diverses mesures de modernisation et de simplification de la procédure civile (J.O. n°109 du 10/05/17)
- (058580) Décret n° 2017-888 du 6 mai 2017 relatif à l'action de groupe et à l'action en reconnaissance de droits prévues aux titres V et VI de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du xxi^e siècle (J.O. n°109 du 10/05/17)

Public

- (058584) Délibération n° 2017-113 du 13 avril 2017 portant avis sur un projet de décret relatif à la mise en œuvre d'un traitement de données à caractère personnel relatif au répertoire numérique des représentants d'intérêts (demande d'avis n° 17006348) (J.O. n°109 du 10/05/17)
- (058573) Décret n° 2017-867 du 9 mai 2017 relatif au répertoire numérique des représentants d'intérêts (J.O. n°109 du 10/05/17)

Social

- (058574) Décret n° 2017-742 du 4 mai 2017 portant revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active à Mayotte (J.O. n°106 du 05/05/17)
- (058572) Décret n° 2017-739 du 4 mai 2017 portant revalorisation du montant forfaitaire du revenu de solidarité active (J.O. n°106 du 05/05/17)

- (058522) Décret n° 2017-811 du 5 mai 2017 relatif aux modalités de calcul du revenu de solidarité active et de la prime d'activité pour les travailleurs non salariés (J.O. n°108 du 07/05/17)

Sociétés et autres groupements

- (058520) Décret n° 2017-795 du 5 mai 2017 pris pour l'application de l'article 27 de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 et fixant la majorité requise pour la transformation d'une société civile professionnelle en une société pluri professionnelle d'exercice ou pour la participation d'une société civile professionnelle à la constitution d'une telle société (J.O. n°108 du 07/05/17)

- (058519) Décret n° 2017-794 du 5 mai 2017 relatif à la constitution, au fonctionnement et au contrôle des sociétés pluri-professionnelles d'exercice de professions libérales juridiques, judiciaires et d'expertise comptable prévues au titre IV bis de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 (J.O. n°108 du 07/05/17)

- (058490) Ordonnance n° 2017-747 du 4 mai 2017 portant diverses mesures facilitant la prise de décision et la participation des actionnaires au sein des sociétés (J.O. n°106 du 05/05/17)